

- le trafic international de drogue;
- la persistance du sous-développement et de la surpopulation;
- le lourd fardeau de la dette internationale, qui menace à la fois l'équilibre du système financier international et la stabilité sociale des nations.

Voilà le nouvel ordre du jour de la sécurité internationale. Ce sont là les problèmes sur lesquels nous devons maintenant faire converger nos efforts. C'est à notre capacité de faire face à ces problèmes que l'histoire jugera de notre compétence et de notre sagesse collectives.

Mais il ne s'agit pas simplement de remodeler l'ordre du jour international. Nous devons aussi définir de nouvelles approches à l'égard de problèmes communs. Par le passé, les nations avaient un choix : faire cavalier seul, ou unir leurs efforts. L'unilatéralisme était un choix raisonnable, du moins pour les puissants. Mais pour tant des problèmes à régler, l'unilatéralisme ne suffit pas. Les solutions strictement nationales ne mèneront à rien. Seule une approche collective et coopérative nous permettra de réussir.

L'hémisphère dans lequel nous vivons est un exemple patent des possibilités et des défis qui s'offrent à nous. Les problèmes mondiaux que j'ai esquissés tout à l'heure se retrouvent dans notre région, parfois de manière criante et de façon plus marquée qu'ailleurs. Mais il y a aussi, en contrepartie, les tendances prometteuses qui se dessinent, l'heureuse progression de la démocratie, l'acceptation de plus en plus grande du libre marché et la réduction des tensions régionales.

La nécessité d'institutions multilatérales viables n'a jamais été aussi grande dans cet hémisphère. La Banque est une partie importante du système multilatéral dans notre région du monde. Il nous incombe, en tant que Gouverneurs, de faire en sorte que notre institution puisse encore plus efficacement s'attaquer aux problèmes courants et tirer profit des véritables possibilités qui s'offrent de réaliser des progrès concrets. Cette institution ne peut demeurer passive. Nous ne devons pas nous éloigner de nos objectifs. Nous, Gouverneurs, qui avons l'obligation politique de garantir l'action, devons assumer un rôle de leadership et aider la Banque à poursuivre sa mission.